

Stratégie norvégienne pour le Sahel (2021–2025)

1. Avant-propos.....	1
2. Le contexte de l'engagement norvégien au Sahel.....	3
3. Objectifs stratégiques.....	4
1. La Norvège contribuera à la bonne gouvernance, au développement de la démocratie et au respect des droits de l'homme.....	5
1.1. Sous-objectif : Renforcer la capacité des autorités à gérer les processus démocratiques.....	5
1.2. Sous-objectif : Intensifier la coopération avec les autorités de la région pour lutter contre l'impunité, la corruption, le financement du terrorisme et le crime organisé international.....	5
1.3. Sous-objectif : Promouvoir le respect des droits de l'homme dans la région.....	6
2. La Norvège contribuera à la prévention et à la résolution des conflits.....	7
2.1. Sous-objectif : Renforcer la capacité de diplomatie de paix et de préservation de la paix de l'ONU.....	7
2.2. Sous-objectif : Promouvoir les processus politiques inclusifs, avec une participation accrue des femmes.....	7
2.3. Sous-objectif : Renforcer la capacité des acteurs nationaux et régionaux à prévenir et résoudre les conflits et freiner la progression des acteurs non étatiques violents.....	8
2.4. Sous-objectif : Promouvoir le dialogue comme moyen de résolution des conflits.....	9
3. La Norvège répondra aux besoins humanitaires et renforcera ses efforts en faveur d'un développement inclusif et durable.....	10
3.1. Sous-objectif : Renforcer l'interaction entre action humanitaire, coopération au développement et construction de la paix.....	10
3.2. Sous-objectif : Renforcer la protection des personnes en détresse et promouvoir une aide humanitaire plus efficace.....	10
3.3. Sous-objectif : Renforcer les efforts pour permettre à davantage d'enfants et de jeunes, surtout les filles, d'achever une éducation de bonne qualité.....	11
3.4. Sous-objectif : Promouvoir l'accès aux services de santé et la défense des droits en matière de santé sexuelle et reproductive.....	12
3.5. Sous-objectif : Promouvoir une production alimentaire plus durable, plus adaptée au climat et plus productive.....	12
3.6. Sous-objectif : Renforcer les efforts pour la création d'emplois durables et décents.....	13
4. Cadre et ressources.....	14

1. Avant-propos

Nous présentons ici la stratégie norvégienne révisée pour le Sahel¹. La Norvège y a renforcé de manière substantielle son engagement au cours des dernières années, illustrant ainsi son objectif de contribuer à la paix et au développement dans une région durement touchée. Le développement au Sahel a aussi son importance pour l'Europe. Notre action a été globale et nous avons fourni des fonds pour le développement, l'aide humanitaire et la stabilisation. Bien que la situation demeure aujourd'hui très difficile, ces efforts ont eu des retombées concrètes pour la population de la région. En contribuant de manière conséquente à la coopération et à l'engagement humanitaire globaux au Sahel, la Norvège permet à 21 millions de personnes en détresse de bénéficier d'une protection et d'un accès à la nourriture, à une eau potable propre, à un abri ou à une aide humanitaire sous d'autres formes. Par notre coopération au développement, davantage de filles et de garçons ont pu être scolarisés et un plus grand nombre de familles a pu disposer d'une production alimentaire mieux adaptée au climat. Notre coopération avec l'Institut d'économie rurale (IER) - un établissement de recherche malien - a ainsi permis à des familles du centre et du nord du Mali de bénéficier de revenus et d'approvisionnements en nourriture plus stables et améliorés. Grâce à des semences de meilleure qualité, à de l'engrais, à une mécanisation simple et à de meilleurs services de prévisions météorologiques, les récoltes ont progressé de 50 à 100 % et la productivité de l'élevage des dromadaires a augmenté. Cette avancée a réduit de six à quatre mois la période annuelle d'insécurité alimentaire dans la région ciblée par l'initiative. Notre travail en faveur de la paix et de la réconciliation a été un facteur décisif pour l'actuelle participation des femmes au Comité de suivi de l'accord de paix au Mali (accord d'Alger). Grâce à notre mise à disposition d'un avion de transport pour l'opération MINUSMA² de l'Organisation des Nations Unies (ONU), du personnel et des équipements ont pu être transportés en toute sécurité jusqu'aux zones très difficiles d'accès par la route. Enfin, une équipe de police de la MINUSMA sous commandement norvégien a dispensé à la police malienne une formation importante sur la technique des enquêtes. Ces quelques exemples de résultats ponctuels pourront, à terme, contribuer à la sécurité de la population et ouvrir la voie d'un développement durable.

Nous avons toutefois constaté que l'engagement au Sahel comporte un risque important, ne serait-ce que pour nos partenaires qui travaillent dans un contexte à la fois très difficile et réellement dangereux. De la même manière, nous observons que la région change continuellement et que de nouveaux défis nous contraignent à adapter nos efforts. Le coup d'État militaire en août 2020 au Mali, avec les troubles politiques qui ont suivi, ainsi que la menace terroriste accrue dans la région, en sont des exemples évidents. Tout comme la pandémie de Covid-19.

Même si l'analyse peut conduire à un état des lieux relativement sombre, il est important de rappeler que l'évolution de la situation présente aussi plusieurs aspects positifs. Le nouvel accord de libre-échange africain laisse espérer un renforcement du commerce interafricain et un progrès économique. Plusieurs pays de la région ont tenu des élections relativement démocratiques dans un climat assez apaisé. Une priorité accrue est donnée par la région à la gouvernance et aux défis en matière de droits de l'homme, et des mesures sont prises pour consolider l'État de droit. La coopération entre les pays de la région et les partenaires internationaux a été renforcée par l'établissement de la Coalition pour le Sahel et de l'Alliance Sahel. La Norvège y participe aussi.

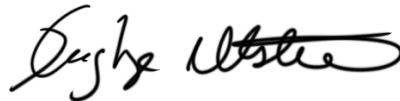
Une des priorités du mandat de la Norvège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2021 et 2022 est de contribuer à la paix et la sécurité internationales. Elle mettra à profit son expérience de la diplomatie de paix et de la consolidation de la paix pour renforcer le travail du Conseil de sécurité destiné à prévenir et résoudre les conflits au Sahel, promouvoir la protection des civils, veiller à ce que les droits des femmes et leur participation soient préservés et mettre en avant le lien entre changements climatiques et conflits. Ces thèmes seront importants dans les autres composantes de l'action de la Norvège et de sa stratégie au Sahel pour les années à venir. Un objectif central de la stratégie révisée est également d'améliorer l'interaction entre efforts humanitaires, coopération au développement et construction de la paix.

Les objectifs fixés pour la période de la stratégie et l'action de la Norvège se fondent sur les besoins de la région, sur les priorités de la politique étrangère et de développement norvégienne, sur l'interaction internationale au Sahel et sur les enseignements tirés des actions antérieures dans la région et de la situation dans d'autres États fragiles. Nous nous réjouissons de poursuivre notre bonne coopération avec nos partenaires au Sahel.



Ine Eriksen Søreide

Ministre des Affaires étrangères



Dag-Inge Ulstein

Ministre du Développement International

2. Le contexte de l'engagement norvégien au Sahel

L'action de la Norvège au Sahel s'inscrit dans le prolongement d'un engagement humanitaire et en faveur du développement qui a débuté dans les années 1980. Notre coopération avec l'ONU, les organisations non gouvernementales norvégiennes et les universitaires a été à cet égard essentielle. Elle a été complétée par un engagement en faveur de la préservation de la paix à travers la participation norvégienne à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) dès sa création en 2013. Du fait de la priorité accrue donnée à la région, la Norvège a ouvert en 2017 une ambassade au Mali, qui couvre tous les pays du G5 Sahel. La contribution financière de la Norvège à la région a augmenté de manière substantielle, atteignant en 2019 environ 1 milliard de couronnes (environ 100 millions d'USD).³

Il est manifestement dans l'intérêt de la Norvège que la situation sécuritaire au Sahel s'améliore et que la région se stabilise. Les défis que nous constatons au Sahel sont transfrontaliers, étroitement liés les uns aux autres et se renforcent mutuellement. La pauvreté, les défis climatiques, les crises sanitaires, le terrorisme international, le crime organisé, la traite des êtres humains et les migrations irrégulières affectent directement la Norvège et l'Europe. Ce sont là des défis mondiaux qui exigent une coopération internationale. Ils expliquent aussi la participation européenne croissante à la MINUSMA, à la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM), au G5 Sahel, à l'opération Barkhane et à la Task force Takuba.

La Norvège continuera d'assumer sa part de responsabilité afin de contribuer à sauver des vies, alléger la misère et favoriser une évolution pacifique et un développement plus durable au Sahel. Il est devenu plus important de promouvoir une bonne gouvernance, notamment les processus démocratiques inclusifs. Il est primordial, tant pour les États touchés que pour la communauté internationale, de préserver l'État de droit, l'intégrité territoriale des États et un ordre mondial fondé sur le droit. Il est également important pour la Norvège d'encourager le respect des obligations internationales pour les individus frappés par un conflit armé ou d'autres types de crises humanitaires. Ces objectifs guideront notre dialogue politique, à la fois bilatéral et multilatéral. Les droits de l'homme, y compris les droits des femmes, sont au cœur de la politique étrangère de la Norvège. Notre action humanitaire sera basée sur les principes humanitaires et répondra aux besoins urgents dans ce domaine. En même temps, nous adopterons une perspective à long terme qui favorise des solutions plus durables et atténue la vulnérabilité.

L'action de la Norvège au Sahel doit contribuer à la réalisation des objectifs des stratégies propres aux pays du Sahel et s'intégrer dans les mécanismes de coordination

internationaux établis. Le plan de soutien de l'ONU au Sahel (2018), qui approfondit la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (2013) et couvre à la fois le Sahel et le bassin du lac Tchad, est une référence essentielle. Les stratégies de l'Union africaine pour la région, le programme d'investissement propre au G5 Sahel, ainsi que la politique qui est définie et coordonnée dans le cadre de la Coalition pour le Sahel et de l'Alliance Sahel sont également importants. Une bonne coopération avec les pays du Sahel, l'ONU, les établissements financiers multilatéraux, les organisations régionales africaines et les organisations non gouvernementales est primordiale. La stratégie met en avant les priorités et les contributions de la Norvège.

3. Objectifs stratégiques

L'agenda 2030 et ses objectifs de développement durable forment une partie importante du cadre politique du travail du gouvernement aux niveaux national et international. Le mandat de la Norvège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2021-2022 implique un ciblage de l'action norvégienne au Sahel, avec une mise en avant plus précise de ses quatre priorités thématiques : 1) la prévention et la résolution des conflits, 2) les femmes, la paix et la sécurité, 3) la protection des civils et 4) le climat et la sécurité. En plus, le droit international, y compris le droit humanitaire et les droits de l'homme, constituent le socle du mandat.

La Norvège continuera de privilégier une approche globale du développement, de la prévention des crises, de l'action humanitaire et de la stabilisation. Un élément crucial de cette stratégie est donc l'objectif de contribuer à une interaction optimale entre action humanitaire, coopération au développement et construction de la paix (le « triple nexus »). La Norvège placera les besoins de la population au cœur de son action et s'efforcera tout particulièrement d'atteindre les populations exposées et fragiles. Il est essentiel de favoriser une bonne gouvernance et des sociétés basées sur le droit au sens large. Les opérations militaires pour améliorer la sécurité dans la région n'en restent pas moins nécessaires. Le soutien de la Norvège à la MINUSMA et sa participation à cette mission constituent la principale composante de la stratégie en termes de politique de sécurité. Les droits et l'égalité des femmes seront pris en compte pour tous les objectifs de la stratégie. Notre action a été définie à partir des enseignements et des évaluations des initiatives antérieures au Sahel ainsi que dans d'autres pays et régions fragiles.

Les objectifs stratégiques tracent l'orientation générale de l'action, qui se concrétise dans les sous-objectifs. Ces objectifs sont soutenus par des efforts aux niveaux national et régional et par l'engagement multilatéral de la Norvège. Comme pour toute mission dans des régions fragiles, nous devons avoir une vision à long terme et être préparés à des revers. Les risques sont évalués plus en détail dans la partie 7.

1. La Norvège contribuera à la bonne gouvernance, au développement de la démocratie et au respect des droits de l'homme

1.1. Sous-objectif : Renforcer la capacité des autorités à gérer les processus démocratiques

Les défis de gouvernance sont identifiés comme l'une des causes principales de violence et de conflit au Sahel. Ce sous-objectif nécessite, entre autres, de favoriser le renforcement de la capacité des autorités à organiser des élections démocratiques et transparentes et une meilleure représentativité des institutions démocratiques. Le financement de base de la Norvège permet au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de se concentrer sur les défis de gouvernance dans la région. La Norvège entretient également une bonne coopération avec le PNUD sur les processus électoraux et poursuivra son travail avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) sur la bonne gouvernance et les élections. La coopération avec la MINUSMA concernant la mise en œuvre de l'accord d'Alger et des réformes politiques au Mali est cruciale. En plus, la Norvège continuera de consolider la capacité et le rôle de la société civile et des femmes dans le débat social, et dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des réformes. La Norvège promeut une approche inclusive, basée sur les droits de l'homme, de la sécurité, de la réforme du secteur de la justice et de la sécurité, qui répond aux besoins de toutes les catégories de la société. Ceci orientera le dialogue politique avec les acteurs aux niveaux local, national et régional et cette approche sera suivie dans le dialogue avec les agences de l'ONU au niveau de chaque pays.

1.2. Sous-objectif : Intensifier la coopération avec les autorités de la région pour lutter contre l'impunité, la corruption, le financement du terrorisme et le crime organisé international

La Norvège appuie le travail consacré à la bonne gouvernance économique et à la mobilisation des ressources nationales par son financement de base conséquent à la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Par le biais des programmes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en Afrique occidentale, la Norvège contribue au développement de systèmes judiciaires accessibles, efficaces et fiables. Le renforcement des tribunaux, de la police, des garde-frontières et de l'administration pénitentiaire dans de grandes parties des pays est important pour combattre le crime organisé, la traite des êtres humains et le trafic de drogue, le terrorisme, la corruption et l'impunité. L'ONUDC s'emploie en particulier à restaurer la confiance entre l'appareil judiciaire, les forces de sécurité et la population. La participation financière, civile et militaire de la Norvège à la MINUSMA contribue au renforcement des compétences et de la présence des institutions maliennes. En mettant à la disposition de la MINUSMA une équipe de police spécialisée, la Norvège

améliore la capacité des autorités de police et de justice à mener des investigations techniques et à enquêter sur les lieux des faits. Le recours accru à des matériels de police technique par les autorités chargées des poursuites pour l'instruction contre les suspects constituera une mesure efficace contre l'impunité, tout en renforçant la sécurité juridique.

Le soutien à l'ONUSD, à Interpol et au programme dano-norvégien régional de paix et stabilité au Sahel permet de combattre la corruption et le financement de la criminalité transnationale organisée, et de lutter contre les réseaux criminels actifs dans le trafic d'êtres humains. L'ONUSD contribue, entre autres, au renforcement de la coopération juridique et pratique entre les pays du Sahel. Ceci permet de mener des actions policières coordonnées et d'enquêter et de poursuivre les individus suspectés de criminalité transnationale, de trafic de migrants, de trafic d'armes ou d'activités terroristes. Au Niger, l'ONUSD a aidé les autorités à améliorer la protection juridique des enfants suspectés d'être associés à des groupes armés.

En participant à la Mission de politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne au Mali, la Norvège fournit des conseils en vue d'instaurer un climat de confiance entre la police et les organisations de la société civile. Par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (EUTF), la Norvège participe au travail de prévention de la migration irrégulière dans la région. Ce fonds a notamment pour but de renforcer les communautés locales (en particulier celles qui accueillent des déplacés internes), de prévenir les conflits, d'établir une bonne gouvernance et de prendre des mesures pour améliorer la gestion des migrations par les pays. Le mandat de l'EUTF a été prolongé jusqu'à fin 2021. Certains des programmes se poursuivront plus longtemps. La Norvège continuera de rechercher des possibilités de coopération avec l'UE dans le domaine de la migration au Sahel.

1.3. Sous-objectif : Promouvoir le respect des droits de l'homme dans la région

Au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et lors des examens périodiques sur la situation des droits de l'homme dans les différents pays (Examen périodique universel), la Norvège s'emploie activement à promouvoir et à préserver les droits de l'homme au Sahel. Les droits de l'homme resteront une priorité lors du dialogue et de la coopération avec les autorités nationales et les partenaires internationaux. La Norvège abordera également ces questions au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), la Norvège poursuivra son soutien aux dispositifs des forces de sécurité régionales et nationales destinés à prévenir, contrôler et établir des rapports sur les violations des droits de l'homme. Par son soutien à ONU Femmes, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et au Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), la

Norvège attirera davantage l'attention sur les droits des femmes, des enfants et des groupes fragiles et marginalisés. Les acteurs de la société civile sont des partenaires importants et jouent un rôle déterminant pour obliger les autorités à rendre compte.

2. La Norvège contribuera à la prévention et à la résolution des conflits

2.1. Sous-objectif : Renforcer la capacité de diplomatie de paix et de préservation de la paix de l'ONU

Au sein du Conseil de sécurité, la Norvège incite l'ONU à renforcer son aptitude à jouer un rôle dans la résolution des conflits, la préservation et la construction de la paix dans la région, notamment lors du renouvellement des mandats de la MINUSMA et de l'UNOWAS. La Norvège fera son possible pour adapter au mieux le mandat de la MINUSMA à l'évolution au Mali, de sorte que la mission puisse soutenir efficacement le processus de paix et la mise en œuvre de l'accord de paix. Ceci suppose un soutien actif au dialogue national et à la réconciliation, à la protection des civils, à la stabilisation et à la reconstruction du secteur de la sécurité. La Norvège reconduit sa participation au système de rotation pour l'avion de transport militaire à la MINUSMA jusqu'à la fin de 2022, y compris au fonctionnement d'une base militaire aérienne, ainsi que la mise à disposition d'officiers d'état-major. Il pourra être d'actualité de proposer à l'ONU toutes ces contributions après 2022 aussi. Une décision concernant la poursuite de l'action de l'armée norvégienne au Mali sera prise au printemps 2022. Un maintien sur place de l'équipe de police spécialisée dirigée par la Norvège après 2022 est à l'étude.

Le soutien à la diplomatie de paix régionale et à la prévention des conflits de l'UNOWAS sera poursuivi à travers l'appui au service politique de l'ONU à New York. Par le biais du mécanisme de sécurité climatique de l'ONU, la capacité de l'UNOWAS à analyser les risques en matière de climat et sécurité est renforcée. La Norvège reconduit sa participation active au travail de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU sur le Sahel et le bassin du lac Tchad. Un accord a été conclu avec le Fonds pour la consolidation de la paix de l'ONU concernant une aide de 500 millions de couronnes pour la période 2020-2024. L'augmentation du soutien norvégien permettra de renforcer l'activité du fonds en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix, notamment au Sahel, qui est la région prioritaire du fonds. Le dialogue avec les coordinateurs résidents de l'ONU dans les pays du Sahel sera consolidé, en vue d'encourager le rôle politique fédérateur de l'ONU.

2.2. Sous-objectif : Promouvoir les processus politiques inclusifs, avec une participation accrue des femmes

L'égalité des sexes et les droits des femmes constituent un thème transversal de la politique étrangère et de développement norvégienne. Dans les instances internationales, la Norvège préconisera la participation des femmes aux processus

politiques de la région, conformément au programme pour les femmes, la paix et la sécurité du Conseil de sécurité de l'ONU. La Norvège promouvra les droits des femmes et leur participation aux processus politiques et aux élections aux niveaux local, national et régional. Le Mali et le Nigeria sont tous deux des pays ciblés par les efforts de la Norvège concernant les femmes, la paix et la sécurité et nous poursuivrons notre coopération avec les autorités nationales, ONU Femmes, l'UNFPA et les organisations de la société civile pour ce qui concerne le développement des compétences et les plans d'action nationaux. La Norvège continuera d'appuyer la participation active des femmes dans le Comité de suivi de l'accord d'Alger et dans des organismes apparentés. Nous soutiendrons également le travail de l'ONU et des acteurs régionaux en faveur de processus de paix inclusifs qui préservent les droits des femmes, de même que ceux des hommes. La Norvège préconisera des processus inclusifs à un stade précoce des nouvelles initiatives de dialogue. Ceci implique de préparer les parties à s'attendre à une participation et une contribution des femmes et d'établir un contact avec les associations de femmes pertinentes. Par la coopération norvégienne avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, nous pouvons faire en sorte que le réseau africain de médiatrices (FemWise) soit davantage utilisé dans les processus dans la région.

2.3.Sous-objectif : Renforcer la capacité des acteurs nationaux et régionaux à prévenir et résoudre les conflits et freiner la progression des acteurs non étatiques violents

Ce sous-objectif est étroitement lié aux efforts de la Norvège pour améliorer la gouvernance et mettre en place des institutions dans la région. L'appropriation nationale et régionale est importante pour résoudre les questions de paix et de sécurité régionales. Les pays du Sahel doivent assurer eux-mêmes la gestion des conflits dans leur propre région. La coopération avec le G5 Sahel et d'autres acteurs internationaux sera encore renforcée par la participation norvégienne à la Coalition pour le Sahel et l'Alliance Sahel. La Norvège encouragera une coordination et un partage du travail optimaux. Elle continuera de contribuer au développement des capacités de la force conjointe du G5 Sahel et des forces de sécurité nationales afin qu'elles agissent dans le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international. La Norvège favorise également une coordination plus étroite de l'action internationale visant à développer les capacités de défense au Sahel et en Afrique occidentale.

L'Union africaine et les organisations sous-régionales ont souvent un avantage comparatif en matière de dialogue politique et de médiation, comme l'a montré la CEDEAO après le coup d'État au Mali en août 2020. La Norvège continuera d'œuvrer pour la consolidation de la coopération entre l'ONU, l'UA et la CEDEAO en vue d'assurer une réponse globale et coordonnée aux défis de la région. Elle apportera d'autre part

son soutien au programme de stabilisation du bassin du lac Tchad de l'UA et de la Commission du bassin du lac Tchad. La Norvège participe en outre au développement des capacités de la police de la région de la CEDEAO par le biais du programme Training for Peace⁴ (Formation pour la paix).

Les changements climatiques peuvent avoir une incidence sur les causes sous-jacentes de conflit et aggraver les tensions en cours et la concurrence pour les ressources naturelles. La Norvège contribuera aux analyses du climat comme cause de conflit dans la région, aux niveaux national et local. La Norvège favorisera l'accès des autorités et organisations régionales nationales et locales aux connaissances issues de la recherche dans ce domaine. Elle agira également pour renforcer la capacité de l'ONU et des organisations régionales à réaliser elles-mêmes des analyses du climat et des risques induits pour la sécurité.

2.4.Sous-objectif : Promouvoir le dialogue comme moyen de résolution des conflits

La diplomatie de la paix est l'une des priorités de la Norvège dans son travail au sein du Conseil de sécurité. La Norvège soutient plusieurs initiatives de paix et de réconciliation au Sahel et privilégiera davantage le dialogue comme moyen de résolution des conflits aux niveaux local, national et régional. Pour ce faire, elle poursuivra notamment son soutien au programme dano-norvégien régional de paix et stabilité au Sahel qui promeut le dialogue comme moyen de résolution des conflits dans la région du Liptako-Gourma, dans la zone frontalière du Mali, du Burkina Faso et du Niger. La Norvège continuera de coopérer avec la MINUSMA, avec les groupes de réflexion et les organisations internationales qui travaillent sur cette problématique. Le Centre pour le dialogue humanitaire, l'association Promediation et des organisations non gouvernementales comme l'Aide de l'Église norvégienne (Norwegian Church Aid) ont une longue expérience du travail de consolidation de la paix dans la région. Des initiatives supplémentaires, par exemple un suivi du dialogue national inclusif au Mali, pourront être envisagées. D'autre part, une coopération concernant la gestion commune des ressources naturelles rares et les mesures en faveur du climat pourrait permettre la création de plateformes de dialogue pour la résolution des conflits.

3. La Norvège répondra aux besoins humanitaires et renforcera ses efforts en faveur d'un développement inclusif et durable

3.1. Sous-objectif : Renforcer l'interaction entre action humanitaire, coopération au développement et construction de la paix

L'objectif de développement durable 17 reflète le caractère indispensable de la coopération et de la coordination pour atteindre les objectifs de l'agenda 2030. En vue de réduire la vulnérabilité et de créer une capacité de résilience chez les individus et les communautés locales au Sahel, il est important d'améliorer l'interaction entre l'action humanitaire, le travail de développement à long terme et les efforts en faveur de la construction de la paix. La Norvège continuera de consolider le dialogue avec les coordinateurs résidents et humanitaires de l'ONU concernant la nécessité d'une action et d'une coordination globales, en particulier dans les pays partenaires que sont le Mali et le Niger, ainsi qu'au Nigeria. Ceci suppose aussi de mettre en application les réformes de l'ONU qui ont été adoptées pour que le travail des équipes de l'ONU sur le terrain puisse se baser davantage sur des analyses par pays et des plans communs. Le Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix et le Conseil économique et social (ECOSOC) sont d'autres instances de l'ONU où la Norvège soulignera l'intérêt d'une plus grande interaction dans l'action de l'ONU au Sahel. La Norvège contribuera au renforcement de l'interaction des larges efforts internationaux en participant à la Coalition pour le Sahel. L'importance d'une approche globale sera en outre mise en avant au sein de l'Alliance Sahel et du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), rattaché à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). La Norvège continuera de soutenir le Groupe de la Banque mondiale et l'action de la Banque africaine de développement pour agir sur la vulnérabilité et les conflits dans les efforts de développement, et renforcera le lien avec l'action humanitaire et de consolidation de la paix. Afin de promouvoir une action globale en faveur de l'éducation dans les pays en crise, la Norvège apporte son soutien à des programmes de formation par l'intermédiaire d'Éducation sans délai, un fonds qui regroupe à la fois des acteurs humanitaires et des acteurs de développement.

3.2. Sous-objectif : Renforcer la protection des personnes en détresse et promouvoir une aide humanitaire plus efficace

La Norvège continuera d'appuyer le travail important des organisations humanitaires au Sahel. L'action humanitaire norvégienne sera fondée sur les principes humanitaires et répondra aux besoins urgents dans ce domaine. En même temps, elle adoptera une perspective à long terme qui contribue à atténuer la vulnérabilité et jette les bases de solutions plus pérennes. La protection des civils est l'une des quatre grandes priorités de la Norvège pour son mandat au Conseil de sécurité. Par sa coopération avec l'ONU, avec les organisations norvégiennes ayant des accords de partenariat stratégique⁵ et

avec le mouvement de la Croix-Rouge, la Norvège agira pour que les principes humanitaires et le droit humanitaire soient plus largement respectés par les parties aux conflits armés. Elle veillera à ce que les organisations humanitaires bénéficient d'un accès sûr et libre pour porter assistance et protéger les victimes civiles des conflits armés. Ceci implique également une protection des réfugiés et des déplacés internes. L'engagement norvégien pour empêcher, prévenir et répondre à la violence sexuelle et sexiste se poursuit. La Norvège soutient également les efforts pour réduire la quantité d'armes légères illégales et pour sécuriser et détruire les stocks excédentaires. Elle jouera d'autre part un rôle moteur en faveur des exceptions humanitaires dans les régimes de sanctions et la législation anti-terrorisme. La Norvège encouragera en outre une aide humanitaire plus efficace par un recours accru à des transferts de fonds pour les plus fragiles.

3.3. Sous-objectif : Renforcer les efforts pour permettre à davantage d'enfants et de jeunes, surtout les filles, d'achever une éducation de bonne qualité

L'éducation, notamment la formation professionnelle, est une condition indispensable à la croissance et au développement du Sahel. L'aide aux secteurs de l'éducation dans les pays du Sahel est donc une priorité importante de la coopération norvégienne au développement. Le soutien de la Norvège à l'UNICEF, à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à Éducation sans délai, au Partenariat mondial pour l'éducation et aux organisations non gouvernementales comme la Fondation Stromme donnera à davantage d'enfants, aux filles surtout, la possibilité d'achever leur formation et d'obtenir de bons acquis pédagogiques. Au Niger, la Norvège soutient le Fonds commun sectoriel de l'éducation. Elle contribuera au renforcement de la protection de l'éducation pour que les enfants et les jeunes qui vivent dans les régions frappées par des crises et des conflits soient plus nombreux à être scolarisés. La Norvège s'engage à poursuivre la coopération concernant le suivi de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. En collaboration avec la société civile, elle continuera de promouvoir l'inclusion des groupes fragiles, notamment des filles ainsi que des enfants ayant des handicaps fonctionnels, dans l'éducation. Les initiatives en faveur de l'éducation et de la santé doivent être rapprochées. La Norvège préconisera de renforcer l'accent mis sur l'éducation sexuelle globale par l'intermédiaire de l'UNESCO dans le cadre de l'aide à l'éducation. La Norvège soutient le Programme mondial visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants de l'UNFPA et de l'UNICEF, dont l'action est importante au Sahel. Elle œuvre en outre pour un accès accru à l'eau et de meilleures conditions sanitaires dans les écoles, notamment par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales. Au Mali, elle appuie le programme de repas scolaires du Programme alimentaire mondial (PAM), grâce auquel un plus grand nombre d'enfants peuvent aller à l'école et profiter de l'enseignement.

3.4.Sous-objectif : Promouvoir l'accès aux services de santé et la défense des droits en matière de santé sexuelle et reproductive

Des droits renforcés en matière de santé sexuelle et reproductive et un accès aux services de santé constituent en soi un objectif important. Au Sahel, l'action dans ce domaine pourra aussi faire baisser la croissance démographique, ce qui accroît à son tour les chances d'un meilleur développement socio-économique. La Norvège continuera de soutenir le combat de l'UNFPA contre la violence sexuelle et sexiste et ses efforts pour donner à davantage de jeunes filles et de femmes l'accès à la planification familiale et aux services de santé primaires. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les organisations qui luttent contre les pratiques traditionnelles préjudiciables et promeuvent les droits des femmes, bénéficient d'un soutien, conformément à la stratégie de la Norvège contre les pratiques préjudiciables (2019-2023). La Norvège soulignera l'importance des droits des femmes et des droits en matière de santé sexuelle et reproductive, dans ses entretiens avec les autorités et les organisations. Elle œuvrera en faveur d'une plus grande protection contre la violence sexuelle et sexiste liée aux conflits à travers la réponse humanitaire au Sahel. Par son soutien à des organisations et fonds mondiaux dans le domaine de la santé comme l'Organisation mondiale de la santé, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'Alliance GAVI, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial), le Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF) et le Fonds de solidarité de l'ONU pour la riposte à la Covid-19, la Norvège contribue à rendre les services de santé accessibles à un plus grand nombre d'individus. Par sa participation au mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins et au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la Covid-19 (Accélérateur ACT), la Norvège agit en faveur d'un accès mondial équitable aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements.

3.5.Sous-objectif : Promouvoir une production alimentaire plus durable, plus adaptée au climat et plus productive

Le lien entre climat et sécurité est un thème prioritaire de l'action de la Norvège au sein du Conseil de sécurité. La Norvège soulignera l'importance du climat et de la sécurité dans son dialogue avec ses partenaires de développement au Sahel, en particulier en liaison avec les projets relatifs à la sécurité alimentaire. Avec le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), les acteurs de la société civile et d'autres partenaires, la Norvège renforcera le travail consacré à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires durables et adaptés au climat. Elle limitera ainsi le risque de nouvelles catastrophes alimentaires, conformément à la stratégie d'adaptation au climat, de prévention des catastrophes liées au climat et de lutte contre la faim. Les efforts des organisations contre l'utilisation de la faim comme arme de guerre sont en outre

importants. Au Nigeria, l'aide humanitaire norvégienne est complétée par des programmes de développement d'une agriculture résiliente aux changements climatiques par l'intermédiaire de la FAO. Les programmes de recherche appliquée, notamment par l'intermédiaire du centre Noragric⁶, de l'Institut d'économie rurale, de Care et de l'Institut international d'agriculture tropicale, doivent permettre une agriculture plus productive, riche en nutriments et résistante au climat au Mali et au Niger, et une gestion renforcée des ressources naturelles. La Norvège apporte aussi son concours à ce sous-objectif par des financements de base aux banques multilatérales de développement. Le programme agricole de la Banque africaine de développement dans le cadre de sa stratégie Nourrir l'Afrique en est un exemple. Ces mesures contribueront à une meilleure gestion des ressources et à une capacité de résilience locale renforcée face aux conséquences des changements climatiques.

3.6. Sous-objectif : Renforcer les efforts pour la création d'emplois durables et décents

Le Sahel a un besoin considérable de nouveaux emplois assortis de conditions de travail durables, inclusives et décentes. Des perspectives d'emploi plus nombreuses et une vie professionnelle décente favoriseront le développement socio-économique et pourront, en plus, rendre la migration irrégulière et le recrutement aux groupes armés moins attractifs pour les jeunes. Cela pourra aussi diminuer le risque d'être victime de différentes formes de travail forcé. La Norvège continuera de contribuer à la création d'emplois durables et décents par des financements de base conséquents à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement. L'Association internationale de développement (IDA)⁷ et le Fonds africain de développement accroissent leur investissement au Sahel. Le travail des banques consacré au développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat au Sahel est particulièrement focalisé sur les jeunes et les femmes, ainsi que sur le climat. La Norvège soutient en outre le fonds fiduciaire multidonateur du Groupe de la Banque mondiale pour les États fragiles et l'initiative de la Banque africaine de développement baptisée Des emplois pour les jeunes en Afrique, qui a des retombées importantes au Sahel. À travers le Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique (SEFA) de la Banque africaine de développement et le programme Desert to Power, la Norvège contribue à un accès accru à l'énergie au Sahel. Ceci est important pour le développement industriel et la création d'emplois. Norfund⁸ favorise en outre le développement du secteur privé grâce à des investissements dans plusieurs pays de la région. Ce sous-objectif est à rapprocher du sous-objectif lié à la production alimentaire durable. Le soutien norvégien, par l'intermédiaire, entre autres, de l'Institut international d'agriculture tropicale et de l'Institut d'économie rurale, à l'innovation dans l'agriculture et à une meilleure gestion des ressources pourra jeter les bases d'une hausse des emplois au Mali et au Niger.

4. Cadre et ressources

La stratégie définit le cadre d'une action globale à long terme de la Norvège au Sahel. Pour un meilleur développement de la région, les autorités nationales du Sahel doivent être responsabilisées et piloter leur développement. Une coopération constructive entre les pays bénéficiaires et les acteurs internationaux est essentielle pour réussir. Ceci vaut en particulier pour l'élaboration de la politique et la mise en œuvre des différents processus de gouvernance et de réforme.

Les organisations norvégiennes qui sont actives au Sahel sont des partenaires essentiels. La présence du secteur privé norvégien est aujourd'hui très limitée au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, mais Norfund pourra contribuer davantage au renforcement du développement de la vie économique et des infrastructures locales si les conditions-cadres le permettent.

Sur le plan international, la coopération avec le système des Nations Unies, les institutions financières internationales et d'autres organisations multilatérales et régionales et les organisations non gouvernementales internationales sera décisive pour la mise en œuvre des différents programmes et des projets. Par le biais des actions mondiales, multilatérales et régionales, la Norvège apporte un soutien à l'ensemble du Sahel et de la région du lac Tchad. L'action bilatérale de la Norvège donne la priorité à la coopération au Mali, au Niger et au Nigeria.

La réalisation des activités prévues dépendra de l'adoption annuelle par le Storting (le parlement norvégien) de crédits sur le budget national (Proposition 1S au parlement).

¹ La région est définie dans ce contexte comme les pays formant la ceinture frontalière avec l'Afrique du Nord au sud-ouest du Sahara, c'est-à-dire les pays du G5 Sahel - Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad - ainsi que les régions du Nigeria et du Cameroun qui sont limitrophes du lac Tchad.

² MINUSMA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

³ Ce montant inclut le financement de base multilatéral prévu par la Norvège à la région. Il comprend en outre l'aide norvégienne à la MINUSMA, même si la totalité de la contribution n'est pas considérée comme de l'aide publique au développement (APD). L'OCDE/CAD a décidé que les pays membres pouvaient retenir à titre d'APD 15 % des dépenses pour plusieurs opérations de maintien de la paix, y compris la MINUSMA. La partie restante de la contribution à la MINUSMA n'est donc pas, formellement, une APD. Étant donné l'importance de l'engagement au sein de la MINUSMA pour la stabilité et le développement au Mali, elle a toutefois été incluse dans les calculs. Il est important de souligner que l'aide prise en compte concerne uniquement la contribution au fonctionnement général des opérations. Les dépenses pour la participation civile et militaire norvégienne à l'opération ne sont pas incluses dans le calcul.

⁴ Établi en 1995, le programme Training for Peace (Formation pour la paix) vise à renforcer les capacités civiles et de police en Afrique pour les opérations de paix à travers les institutions de la société civile et la coopération nord-sud-sud.

⁵ Partenariats stratégiques 2020-2023 : Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council), Norcap inclus, Croix-Rouge norvégienne, l'Aide de l'Église norvégienne (Norwegian Church Aid), Norwegian People's Aid, Save The Children et Caritas Norvège.

⁶ Noragric, Département des études internationales sur l'environnement et le développement, Université norvégienne des sciences de la vie (NMBU).

⁷ L'Association internationale de développement (IDA) est la partie de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres du monde.

⁸ Norfund est le fonds d'investissement de l'État norvégien pour les pays en développement.